



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question écrite n° 12393

Texte de la question

M. Patrick Roy attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi sur la crise du pouvoir d'achat qui remet en cause le contrat social entre l'État et les Français. Depuis sept mois, « la France qui se lève tôt, qui travaille dur et qui gagne peu » supporte tout l'effort de rigueur. Elle constate que son travail n'est plus justement rémunéré, que son mérite n'est pas reconnu autrement que par des hymnes et des discours. Comment cette France ne serait-elle pas en colère quand elle l'entend dire « qu'il n'y a plus d'argent à distribuer », alors qu'elle vient de donner 15 milliards aux plus fortunés. Les socialistes défendent une proposition de loi pour améliorer le pouvoir d'achat. Acceptera-t-elle de conditionner les 25 milliards d'aides publiques aux entreprises à l'augmentation des salaires. Acceptera-t-elle d'encadrer les loyers pendant un an pour négocier un « bouclier logement », qui limite la part du loyer et des charges au quart du revenu du locataire. Acceptera-t-elle de financer un chèque transport financé par une taxe sur les profits des compagnies pétrolières. Acceptera-t-elle d'abroger les marges arrière, pour que les consommateurs bénéficient d'une baisse des prix. Ce sont quelques exemples de ses propositions, qui sont justes, simples, et financées. Il souhaite connaître sa position sur ces propositions qui concernent le pouvoir d'achat des Français.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Roy](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12393

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 décembre 2007, page 7589

Question retirée le : 3 mai 2011 (Fin de mandat)